



LA PLACE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DANS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

**Fiche n°1 : écologie et
écologistes**

Février 2026

Écologie et Écologistes : quelle place lors des élections municipales de 2026 ?

Lucile Schmid, Présidente de La Fabrique Écologique

Résumé : Vers un nouveau modèle de ville ?

L'accélération des dérèglements climatiques et les nécessités de l'adaptation dans les villes ont rendu les questions écologiques transpartisanes. Le paradoxe est que cela n'a pas mécaniquement accru la légitimité des maires écologistes. A l'échelle européenne, de nombreuses métropoles mènent leur mue verte et des grandes villes sont dirigées par des écologistes. Loin de se concentrer sur les seules questions environnementales, ceux-ci mènent des projets de ville qui associent les droits des habitants, la lutte contre la surconsommation et les solidarités aux questions environnementales.

L'angle de La Fabrique Ecologique

À l'échelle municipale se dessinent les contours d'une écologie du quotidien et du mieux-vivre - alimentation, santé, mobilités. À cette écologie du quotidien, se superpose une écologie de transformation, liée aux nécessités de l'adaptation, en termes d'aménagement, de renaturation, d'amélioration des logements, qui réclame des investissements importants et des choix à porter dans la durée. Enfin la nécessité d'associer les citoyens implique qu'écologie et démocratie aillent de pair.

Une revue des politiques municipales, menées par différentes majorités, illustre leur verdissement et relativise fortement l'affirmation « d'écologie punitive » utilisée dans le débat public. Si ce sont davantage des majorités de gauche et écologiste qui en font le cœur de leur projet, des villes dirigées par d'autres tendances politiques au centre et à droite, ont pris la mesure des nécessités de l'adaptation. Ce mouvement existe dans toute l'Europe.

Que les enjeux écologiques deviennent plus importants ne signifie pas mécaniquement que les partis verts progressent ou que les maires verts se voient reconnaître une meilleure légitimité. Un projet strictement environnemental ne garantit pas à lui seul la légitimité politique à l'échelle locale. L'exemple des maires écologistes élus dans de grandes villes européennes montre que l'écologie doit être associée à des programmes sociaux ambitieux, à une défense active des droits et des libertés, au refus de la corruption, à une forme d'exemplarité citoyenne et un exercice du pouvoir plus collectif. Sans oublier les enjeux de pouvoir régaliens autour du bon état des finances et des garanties de sécurité.



L'Écologie dans les villes : une réalité transpartisane

Toutes les villes grandes, petites, moyennes sont aujourd'hui confrontées à des défis écologiques : l'adaptation au réchauffement climatique, la place de la nature en ville, les liens entre santé et environnement avec un intérêt particulier pour l'alimentation, les nouvelles mobilités, le surtourisme. Autour de ces sujets se jouent des choix de lutte contre les inégalités, d'aménagement urbain, d'aspirations des habitants, et de reconnaissance de la réalité des bouleversements climatiques. Les projections montrent que les cinq années qui viennent seront décisives pour mener les transformations nécessaires, et permettre que les villes restent habitables. Celles-ci sont le meilleur laboratoire, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une écologie solidaire, de permettre que les droits des plus fragiles soient respectés. Mais c'est aussi un défi culturel tant les transformations à venir sont grandes et remettent en cause certains intérêts acquis et certaines certitudes. La question du logement est emblématique. Comment construire des logements sociaux et préserver le foncier ? Comment mener des rénovations thermiques d'ampleur et ne pas assécher un marché du logement déjà tendu ? Comment concilier enjeux patrimoniaux et environnementaux ?

Les défis de l'adaptation modifient l'habitabilité des villes et leur hiérarchie sur la qualité de vie. Selon ce critère, Paris arrive loin derrière Wellington, Toronto ou Washington. Dès 2018, à Edmontown au Canada, le GIEC alertait sur les manières dont les villes devenaient vulnérables. En 2022, dans son 6^e rapport, l'institution détaillait les enjeux de l'adaptation pour faire face aux nouvelles menaces. La poursuite de l'urbanisation à l'identique augmenterait les vagues de chaleur dans les villes, les villes côtières étaient spécialement menacées par les risques de submersion et les tempêtes. Mais il n'y a pas que les métropoles. Dans la ruralité, l'évolution des cultures, l'avenir de l'élevage, la question de l'eau sont autant de questions ouvertes.

Alors qu'à l'échelle nationale, l'écologie est devenue un terrain d'affrontement permanent¹, dans les villes, les dossiers concrets qui s'y rattachent relèvent d'une approche transpartisane. De longue date des alliances existent à Paris, Nantes, Rennes, Nancy, Marseille par exemple, pour porter des programmes qui associent les préoccupations de solidarité et l'écologie, avec des maires socialistes et des majorités de gauche plurielle. Mais des municipalités de droite portent aussi explicitement un verdissement de leurs politiques. Nice a décidé de rejoindre le mouvement des villes perméables qui modifie la gestion de l'eau et donne une place substantielle à la nature, Toulouse promeut le vélo et veut accélérer la rénovation thermique, Metz se proclame engagée sur le climat et ville nature.

Ce décalage entre ce qui se joue au Parlement et dans les affrontements médiatiques et sur les réseaux sociaux et à l'échelle des territoires donne le sentiment d'une vie politique compartimentée, à plusieurs vitesses. Il y a « l'écologie punitive » des discours clivants et simplificateurs, et les réalités de l'adaptation des villes. Cela renforce aussi le constat que la vie politique locale reste davantage en prise avec les réalités. Alors que la crise politique nationale est à son apogée, les élections municipales de mars 2026 seront d'autant plus scrutées.

L'écologie en ville, un terrain de coopération entre les différents échelons de collectivités, et le tissu associatif et citoyen

Les municipalités dirigées par des maires verts n'ont pas le monopole de l'écologie, et les municipalités n'ont pas le monopole des compétences sur l'écologie.

Plusieurs échelons de collectivités territoriales sont concernés. Plus de la moitié des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des communes appartiennent à des réseaux de

¹ sur l'évolution du modèle agricole, l'installation des énergies renouvelables, les contraintes autour de la voiture ou l'isolation des logements



collectivités sur la transition écologique². Les agendas 21 sont devenus un outil commun. L'urbanisme, les transports, les services de l'eau et de l'assainissement, la politique énergétique, c'est l'ensemble des compétences des collectivités qui sont transformées par l'écologie. Si les régions sont les collectivités qui disposent des meilleures capacités de programmation et de planification, elles restent moins identifiées que les municipalités, ou les départements. Les défis de l'adaptation ont amené dès 2012, la région Nouvelle-Aquitaine, à travers la démarche *AcclimaTerra*, à travailler avec des chercheurs, face à l'érosion du trait de côte et au réchauffement climatique. L'Ile-de-France a affiché il y a vingt ans déjà, son ambition d'être une éco-région, le changement de majorité politique n'a pas modifié le cap. Elle a développé le tramway et prolongé de nombreuses lignes de métro. Des logements sont rénovés, des lycées construits aux normes environnementales, les économies d'énergie encouragées. Compte tenu de l'ampleur des transformations nécessaires, la question du rôle de l'Etat pour accélérer celles-ci, ou simplement les rendre possibles se pose. Les limites budgétaires très sensibles aujourd'hui vont freiner les investissements verts.

L'échelon local est aussi celui qui a suscité le plus d'initiatives citoyennes, comme le Mouvement des villes en transition de Rob Hopkins créé à Totness en Angleterre, qui a essaimé dans toute l'Europe. Le foisonnement associatif sur l'écologie est remarquable, avec des sujets phares comme l'alimentation, le vélo, la gestion de l'eau, mais aussi l'observation de la nature, la lutte contre les déchets, les enjeux de santé environnementale. C'est la question plus générale des communs qui se dessine. La recherche de liens nouveaux entre citoyens et élus a conduit à la multiplication des conventions citoyennes locales : au sein de la métropole de Grenoble, en région Occitanie, à Nancy, à Rouen après l'incendie de l'usine Lubrizol, où plusieurs milliers de tonnes de produits chimiques étaient parties en fumée, lorsque les habitants s'inquiétaient sur la santé et les risques industriels. L'équilibre entre enjeux d'environnement, questions sociales et économiques n'est jamais facile à trouver. La ville verte remet en question les bienfaits de la métropolisation et de l'attractivité économique, la croissance démographique, la compétition globale. C'est déjà l'avis de ceux qui changent de lieu de vie, et quittent les grandes agglomérations pour rejoindre des villes à taille humaine.

Le moment de la campagne est toujours celui où la répartition des compétences entre les différents échelons devient le plus flou. La tendance des candidats est à prétendre pouvoir faire plus que les compétences et les moyens budgétaires et humains ne le permettent. Ce bref rappel illustre pourtant une situation claire. Certes, les municipalités sont un échelon déterminant de mise en œuvre de mesures d'adaptation rendues nécessaires. Mais elles doivent aussi compter avec les moyens, les compétences et l'expertise d'autres collectivités, particulièrement les régions, et à tout le moins les EPCI. L'accompagnement et la facilitation de l'État sont aussi essentiels. Les villes peuvent s'appuyer sur un réseau associatif dense, disposant de connaissances de terrain et de relais. Elles doivent faire avec l'avis des citoyens, qui peuvent eux-mêmes défendre des points de vue différents, voire divergents. La transition écologique est d'autant plus efficace que ses objectifs et sa mise en œuvre sont partagés. Mais elle suppose aussi une capacité à prendre des décisions difficiles dans une temporalité qui dépasse celle d'un seul mandat municipal. Partager les objectifs, décider sans tarder et mettre en œuvre sans garantie d'être encore aux manettes lorsque certaines mesures produiront leurs pleins effets, voilà une réalité qui montre que la transition écologique est aussi un bouleversement culturel pour les élus.

² économie circulaire, Territoires à énergie positive, Club des villes et territoires cyclables, Eurocities, France ville durable...



Regards croisés sur quelques villes de France

Maires écologistes : comment durer ?

En juin 2020, les élections municipales ont vu la victoire des écologistes dans plusieurs grandes villes – Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Colombes, Poitiers, Tours, Besançon, Annecy³ ; et les thématiques vertes ont été centrales dans la campagne de certains maires socialistes – à Paris, Lille, Nantes, Rennes, Nancy. Ce résultat a surpris par son ampleur, il s'explique par la forte abstention au second tour, un électorat mobilisé et l'aspiration au renouvellement. Avec un débat public marqué par les affirmations de backlash écologique, et une guerre de communication engagée contre eux par la droite et le RN dès l'automne, les élus écologistes se représentent dans un contexte moins favorable. Le calendrier de ces élections municipales, à un peu plus d'un an des élections nationales (présidentielles et législatives) leur donne une portée particulière, particulièrement dans les grandes métropoles. Quelle sera la part respective des enjeux politiques nationaux et des questions plus locales ? La présence de listes de certains partis (RN et LFI) qui veulent faire de cette échéance une antichambre de 2027 peut peser. Certaines attaques contre les maires verts font ce pari. Elles se basent aussi sur de vraies variations des scores des écologistes d'une élection à l'autre - aux élections européennes de 2019 13,5%, en 2024 5%.

Qui sont les édiles écologistes ? Ils sont incontestablement apparus différents des stéréotypes de l' élu local, incarnant une nouvelle sociologie politique. Venus des ONG, chercheurs, avocat engagé sur l'environnement pour Pierre Hurmic à Bordeaux, appartenant à une autre génération pour Léonore Moncond'huy élue à trente ans, engagé dans des combats associatifs et pour les parents d'élèves comme Emmanuel Denis à Tours, familiers de l'échelle européenne et de ce qui se passe ailleurs, ils renouvellent la vision de la ville, en liant le local et le global autour de l'urgence écologique. Cette attention aux échelles mondiale et européenne ne les a pourtant pas conduits à consacrer plus de temps à la communication nationale, malgré des responsabilités exécutives qui leur permettaient de connaître les institutions de l'intérieur. Leur nombre aurait pu les inciter à peser davantage collectivement, à expliquer comment ils associaient réflexion sur l'avenir et gestion. Mieux gérer leur présence nationale devrait être un enjeu lors d'un second mandat.

Tous défendent l'image d'un maire-citoyen et l'association des habitants à la réflexion. La ville devient un projet politique, avec des chantiers prioritaires comme le « zéro artificialisation nette », la végétalisation, les pistes cyclables, les pactes villes-campagnes. Reste à trouver un équilibre entre le dialogue, la décision et l'action, pour dépasser le cercle des convaincus.

Les maires écologistes se sont aussi confrontés aux réalités de l'état des finances locales, des enjeux de sécurité, de la précarité. Leur avenir pourrait se jouer en priorité des sujets qui ne faisaient pas partie de leur ADN politique. Seront-ils jugés efficaces sur la tranquillité de leurs villes, l'équilibre budgétaire, le bien-vivre ? Auront-ils su convaincre de leur capacité à être comme les autres, alors qu'ils étaient vus comme minoritaires il y a six ans ? Un bon maire écologiste serait-ce un maire « normal » ? C'est en tous cas un maire qui montre une capacité à élargir son horizon au-delà des seules compétences environnementales, et sait trouver les mots pour que soient dépassés les préjugés contre des verts minoritaires.

La réélection de ces maires écologistes se jouera probablement, comme la plupart des élections locales, sur un mélange de facteurs locaux et nationaux. Candidats en lice, réputation et bilan de l'équipe sortante, événements survenus pendant la campagne. Et l'actualité nationale jouera davantage dans les principales métropoles.

³ Le maire d'Annecy François Astorg a annoncé qu'il ne se représenterait pas.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/05/16/fatigue-le-maire-ecologiste-d-annecy-ne-se-represente-pas_6606310_823448.html



Enfin compte tenu de l'importance croissante des enjeux d'adaptation à l'échelle des territoires, il sera essentiel de regarder ce qui se passe dans des villes moyennes soumises déjà à des formes d'urgence écologique.

Ailleurs en Europe...

En Europe, des villes plus vertes et des écologistes aux commandes de métropoles emblématiques

L'Union européenne consacre de longue date des financements importants au verdissement des villes à travers différents fonds, le principal étant le FEDER (mobilités, renaturation, adaptation). Depuis 2010, le prix de la Capitale verte de l'Europe est décerné chaque année à une ville européenne de plus de 100 000 habitants qui s'est montrée à la pointe dans le domaine de la durabilité environnementale, sociale et économique⁴ ; Nantes et Grenoble ont déjà été distinguées. Pour les villes moyennes, de 20 000 à 100 000 habitants, un prix spécial existe.

Autour des enjeux d'adaptation un mouvement de transformation écologique des métropoles européennes se structure. Berlin prévoit la plantation de 700 000 arbres d'ici 2040, la création d'une centaine de petits parcs et de 1 000 îlots de fraîcheur d'au moins trente mètres carrés. Il s'agit de densifier les plantations pour qu'un arbre pousse tous les 15 mètres, de chaque côté des rues. À Copenhague, la transformation verte de la ville a été érigée en projet dès 2009 à l'occasion de la COP 18, en visant la neutralité carbone en 2025. Même si l'objectif n'a pas été complètement atteint, la ville a réduit ses émissions de 75 % depuis 2005. Elle a verdi tous les secteurs de l'économie, des transports – 50 % des trajets se font aujourd'hui à vélo –, jusqu'aux cantines scolaires, qui ne servent plus de viande rouge. Aujourd'hui son port est devenu baignable. La ville lutte aussi contre le surtourisme. Elle a proposé en 2025 des avantages – gratuité des vélos, repas végétariens, tarifs réduits pour les musées –, aux visiteurs qui avaient choisi le train comme mode de transport pour la rejoindre. À Vienne, qui vise le zéro carbone en 2040, les infrastructures vertes se développent dans le cadre d'un plan climat et d'une politique de tourisme raisonnée. 11 kilomètres de tunnels et 12 nouvelles stations de métro doivent être construits d'ici 2035. En 2025, la ville était en deuxième position derrière Copenhague dans le classement de *The Economist*, notamment à cause des espaces verts protégés qui représentent la moitié de la surface de la ville.

Ce sont aussi des maires écologistes qui dirigent aujourd'hui des villes qui comptent en Europe. L'un des plus emblématiques est **Gergely Karacsony**, maire de Budapest élu depuis 2019, à la tête d'une vaste coalition, et adversaire très identifié de Victor Orban qui cherche à l'obliger à démissionner en organisant l'assèchement des finances de la ville. Le maire a construit sa réputation sur le fait d'être un représentant des citoyens « face aux gens du pouvoir »⁵. Insistant sur le fait que Budapest était déjà grande perdante des dérèglements climatiques, il s'est engagé à atteindre la neutralité carbone en 2030. Partisan d'un Green deal, il souhaite également bouleverser les investissements, en plaçant la santé au premier plan. À Zagreb, capitale de la Croatie c'est l'écologiste **Tomislav Tomasevic** qui dirige la ville depuis 2021, et promeut un programme social et vert autour de la construction de logements abordables, de la rénovation énergétique, de la qualité des espaces publics, et d'une meilleure gestion des déchets. La lutte contre la corruption est aussi emblématique en rupture avec le comportement de la municipalité précédente, comme la dénonciation des agissements d'une extrême-droite de plus en plus puissante. À Amsterdam, la maire **Femke Halsema**, à la tête d'une

⁴ Les critères pris en compte sont : l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la qualité de l'air, la gestion de l'eau, la biodiversité, les espaces verts et l'utilisation durable des sols, la gestion des déchets et l'économie circulaire, la pollution sonore. Ont été capitales vertes Stockholm, Hambourg, Vitoria-Gasteiz, Nantes, Copenhague, Bristol, Ljubijana, Essen, Nimègue, Oslo, Lisbonne, Lahti, Grenoble, Tallinn, Valence, Vilnius, Guimarães.

⁵ « Incarner le pouvoir des gens plutôt que les gens de pouvoir ».



coalition verte marquée à gauche, a fait de la lutte contre surtourisme une priorité. Mais elle mène aussi des combats plus symboliques comme l'interdiction de la publicité pour tous les produits fortement carbonés. À Riga, capitale de la Lettonie, c'est l'écologiste **Viesturs Kleinbergs** qui dirige la ville depuis 2025 autour d'un programme social et de réaménagement urbain.

Des traits communs existent. Ce sont des élus dont l'engagement contre l'extrême-droite et la corruption est structurant. Il s'agit de personnalités qui ont émergé à la faveur de coalitions partisans et associatives larges, associant à l'écologie des préoccupations sociales, de défense de l'État de droit et des libertés, et les nécessités du réaménagement liés aux dérèglements climatiques. Ces maires se présentent comme des maires citoyens. La mise en avant des droits des habitants en termes de logements et de qualité de vie, notamment face au surtourisme, est très présente.

Témoignage

Le regard de Laurent Standaert, directeur de la Green European Foundation (GEF)⁶

En Europe la progression des écologistes à l'échelle municipale a pu être freinée par la focalisation sur les sujets strictement environnementaux. C'est un paradoxe alors que l'écologie politique a toujours été holistique ; cela aurait dû aller de soi de faire rimer écologie, bien-être de habitants et lutte contre les inégalités. Mais cela a mis du temps. La décennie des années 2010 a marqué un tournant positif. Les villes espagnoles et celles de l'Est ont été de véritables laboratoires dans cette progression. Pendant une décennie, Madrid, Barcelone, Valence ont mis en place une véritable offre éco-sociale contre la vie chère, les pollutions et les atteintes à la santé, les inégalités. Elles ont été pionnières de politiques qui traversent encore beaucoup de villes vertes ou progressistes de Zagreb à Ljubljana, des tentatives italiennes ou portugaises : rejet du tourisme de masse, offre de logements décents, et combat contre la désertification bétonnée.

Cela conduit à s'interroger sur ce qu'on appelle un parti ou des élus verts à l'échelle municipale. Souvent ces programmes sont mis en œuvre après la victoire de coalitions larges qui incluent des associations, des citoyens, des structures de gauche. Ce ne sont pas les partis verts qui gagnent c'est un ensemble de personnes, un projet, une méthode.

Les mairies où l'écologie gagne et peut s'installer dans la durée sont dirigées par des équipes avec une perspective politique large. Celles-ci sont ancrées dans les réalités et les compromis auxquels les acteurs de terrain font face. Libertés publiques, logement abordable, espaces verts après l'épisode de la pandémie, prise en considération du manque de services sociaux- les crèches par exemple, mise en réseaux des mobilités et facilités en termes d'accès -carte unique de transport, parking en périphérie, réflexion sur les espaces publics, sont autant de déterminants communs. L'enjeu démocratique est évidemment central, il s'agit de ne pas se contenter de consulter les citoyens mais de co-décider avec eux dans une approche contractuelle autour de dossiers concrets, par exemple pour modifier l'aménagement d'un quartier.

Ce qui est intéressant c'est que ces évolutions ont eu lieu hors des pays où les Verts étaient traditionnellement forts comme l'Allemagne, la France, l'Autriche ou la Belgique. Comme ils n'étaient pas en situation de force, les Verts à l'Est par exemple ont dû travailler avec d'autres forces politiques sur un pied d'égalité, ils ont dû coopérer avec des administrations fermées ou ignorantes des thématiques vertes ou progressistes. Cela les a rendus plus souples et plus pragmatiques. Il n'était pas question de rester dans un environnementalisme étroit. C'était cela ou ne pas tenir.

⁶ <https://gef.eu>



Les exemples de capitales européennes citées vont tous dans ce sens. A Riga, le fait de remporter la mairie en 2025 est venu après une période entre 2020 et 2023 où la ville était déjà dirigée par un progressiste Martin Stakis depuis devenu député européen vert. Son approche était plutôt libérale, très axée sur le développement de l'emploi dans la ville et la création de logements abordables ; il était aussi en pointe sur la lutte contre la corruption. Le parti des Progressistes a fait des relations avec les associations, les entrepreneurs locaux, et la discussion participative pour décider ensemble ses marques de fabrique.

A Budapest c'est la résistance à Orban et la défense des libertés qui est le cœur de la légitimité de Gergely Karacsony. A Zagreb, Tomislav Tomasevic revendique l'influence de Murray Bookchin et un municipalisme écologique. Il s'est installé après plusieurs années de lutte contre la corruption qui gangrénait la ville contre laquelle s'était mobilisé le mouvement Zagreb Je Nas– Zagreb est à nous. C'est l'angle du bien-être qui est privilégié -espaces verts, crèches, logement abordable, gestion des déchets. Les questions environnementales ne sont pas prioritaires.

Pour que des équipes municipales écologistes s'installent dans la durée et soient légitimes, il est essentiel de mettre l'accent sur les concepts d'accessibilité au sens large (logement, mobilités, retour des habitants) et de bien-être. Cela renvoie à l'expérience concrète des conditions de vie dans ces villes avec une focalisation sur les leviers du mieux vivre pour classe moyenne. Rendre la ville abordable n'est pas seulement une question financière. C'est lutter contre une trop gentrification trop importante et qui exclue, c'est utiliser le levier fiscal pour les commerces de quartier, c'est penser la ville pour ceux qui y vivent et pas ceux qui y travaillent. Cela peut sembler évident mais trop de politiques strictement environnementales ou climatiques des verts en Belgique, en France ou en Allemagne ont été le clou dans le cercueil des verts au niveau municipal. Un tour et puis s'en vont. La longévité réside dans l'élargissement de la base sociologique mais aussi idéologique des Verts.

L'écologie dans les villes, c'est sans doute substituer à l'affirmation de principe que l'on est écologiste celle de l'appartenance à la ville et la revendication, de la rendre plus belle, plus douce à habiter, plus inclusive. C'est le cas à Zagreb, à Amsterdam, à Riga, à Budapest et on le voit au Sud. "Reclaim the city" pourrait être le nouveau slogan. Finalement, dans le cœur des électeurs, c'est le fait que des forces classiques sociale démocrate, conservatrice ou libérale, laissent leurs villes se faire exploiter au nom de la "croissance", du "tourisme" ou des "opportunités" qui fait mettre les électeurs dans les bras de ces maires écologistes. Des maires qui ne se revendiquent pas explicitement de l'écologie et qui veulent revaloriser la ville pour ses habitants.

Trois questions à Hélène Peskine Directrice générale adjointe du CEREMA

Pensez-vous que mener des politiques écologiques soit devenu un sujet transpartisan à l'échelle des villes ?

Depuis quelques années, avec l'accélération des effets du changement climatique sur les territoires, et singulièrement depuis la pandémie de covid 19, nous constatons que les élus locaux sont tous préoccupés par les questions environnementales. Villes ou campagnes, littoral, montagne, tous les territoires ont fait face à au moins une grosse crise ces dernières années : sécheresses en 2022/2023 avec leur cortège de retrait gonflement des argiles, inondations et crues historiques en 2024/2025, incendies inédits en Gironde et dans l'Aude, mouvements de terrain d'ampleur dans les Alpes et les Pyrénées, cyclones, et partout des épisodes de chaleur extrême. Aucun territoire français, de l'hexagone et d'outre-mer, n'a été épargné. Les élus font face à l'inquiétude de leurs administrés qui concernent la santé, l'alimentation mais aussi la vulnérabilité de leurs biens et leur assurabilité. Ils sont eux-mêmes confrontés à des questions de responsabilité en cas de crise, et ne peuvent plus se projeter sans tenir compte des défis nouveaux. Au-delà du climat, le vieillissement de la population et les enjeux



de solidarité territoriale face à des crises qui commencent à générer des "réfugiés climatiques locaux" viennent renforcer la nécessité d'agir. Enfin la hausse des coûts de gestion et la pénurie de ressources -en eau notamment, vont poser de réelles questions de modèles économiques et de soutenabilité financière auxquelles les stratégies d'adaptation et de résilience peuvent répondre en réduisant le coût des dommages probables. Le nouveau normal climatique est au cœur de l'action territoriale et il ne s'agit plus de stratégies "militantes" de transition écologique mais bien de mesures de responsabilité locale.

Comment qualifieriez-vous cette transition écologique dans les villes : une écologie du quotidien, une écologie de transformation et d'aménagement, une écologie associée à des processus démocratiques ? Les trois ?

La transition écologique dans les villes a changé de cycle. Nous sommes rattrapés par l'accélération des effets des dérèglements environnementaux -climat, biodiversité, ressources, qui se cumulent avec ceux des crises géopolitiques et mettent en exergue la fragilité des grandes villes. Avec 30 jours de canicule par an en 2050 ce sont des chantiers qui s'arrêtent, des écoles qui ferment, des routes qui fondent, des caténaires qui craquent, et l'habitabilité des villes qui devient critique. Cela appelle des transformations physiques de nos espaces publics, avec la réduction des déplacements motorisés ou le rafraîchissement par la végétalisation, mais également des transformations organisationnelles et de gestion, comme par exemple la mise à disposition d'espaces refuges et de solutions mutualisées (climatiser une salle par quartier ou permettre la mobilisation de bureaux en cas de chaleur extrême plutôt que de laisser les climatiseurs individuels se multiplier.

Cela demande aussi de repenser nos modèles économiques en valorisant la sobriété -foncière, en eau, en énergie, avec des systèmes de tarification progressive ou incitative. Ces transformations ne sont pas que technocratiques ou institutionnelles, elles doivent s'accompagner de comportements individuels cohérents et convergents. Elles doivent comprendre des conversations avec des acteurs privés dont l'action contribue aussi à la résilience du territoire (désimperméabiliser les zones industrielles, redonner de l'espace aux berges des cours d'eau, dédensifier des cœurs de ville...).

C'est un véritable projet de société, ancré dans le territoire, son histoire et sa géographie.

Quels enseignements en tirer pour l'échelle nationale ?

On peut apprendre des territoires. Il y a quelques années une loi prônait la différenciation territoriale. Pourtant la création du Secrétariat général à la planification écologique n'a pas su prendre à bras le corps cette question. Comment accepter et surtout piloter une stratégie nationale de transition écologique qui s'appliquerait différemment selon le lieu, la gouvernance, les moyens d'action du territoire. Il faut apprendre à faire confiance aux collectivités dans leur capacité à contribuer efficacement aux objectifs nationaux. Pour cela il faut identifier au sein du territoire français les espaces les plus vulnérables pour mieux les accompagner. La géographie de la précarité sociale recouvre souvent celle de l'exposition aux risques majeurs (mauvaise qualité de l'air, inondations, isolement, fragilités du bâti...). Je pense qu'une politique nationale de transition devrait s'apparenter à une stratégie d'aménagement écologique du territoire (de "ménagement" du territoire selon le terme de Thierry Paquot) qui soutient techniquement et financièrement les territoires prioritaires qui en ont le plus besoin, face à l'ampleur des enjeux auxquels ils sont confrontés. Cette politique de solidarité nationale pourrait s'appuyer sur des moyens financiers issus du développement immobilier et touristique -taxe d'aménagement, pour créer un fonds de péréquation nationale dédié à la résilience du territoire France. C'est aussi une question de sécurité et de souveraineté.



A retrouver dans le dossier

<https://www.lafabriqueecologique.fr/dossier-n7-la-place-des-enjeux-ecologiques-dans-les-elections-municipales/>

Écologie et Écologistes : quelle place lors des élections municipales de 2026 ?

Conflictualité des mobilités urbaines : quelles solutions ?

L'alimentation dans les politiques des villes

L'adaptation des villes au changement climatique

Quelle place pour la nature en ville ?

Quelle politique énergétique pour les municipalités ?

